INFOS TIBET - JUIN 2008

Discours du passage à Paris de la flamme tibétaine le 23 juin

« Rien n'a changé au Tibet, sinon la répression chinoise qui s'accentue : raids dans les maisons et monastères, confiscation des outils de communication, arrestations arbitraires, procès expéditifs et inéquitables, conditions carcérales inhumaines (brutalités, tortures, privations de soins, sous-alimentation), séances de rééducation patriotique au cours desquelles on impose à la population de renier le Dalaï-Lama, régime de terreur par la présence massive des unités para-militaires, déploiement des forces de l'ordre le long des frontières indiennes et népalaises empêchant tout Tibétain de fuir... »

De concert avec plus de 400 municipalités, communautés de communes, conseils généraux français, qui arborent au fronton de l'un des édifices de leur commune le drapeau tibétain afin de manifester de façon éclatante le soutien du peuple français au peuple tibétain, nous demandons au gouvernement français, de tout mettre en oeuvre et d'appeller avec fermeté les autorités chinoises à répondre positivement à ces demandes :

- que cesse la répression envers la population tibétaine
- que rapidement, avant le début des JO, des négociations sérieuses soent engagées entre le gouvernement tibétain en exil et les autorités chinoises garantissant une autonomie véritable pour le Tibet,
- que circulent librement au Tibet, journalistes, ONG et délégation de la Commission des Droits de l'Homme.

Souvenons-nous que notre pays a été libéré de la dictature nazie grâce à l'intervention des pays alliés. Que chacun s'engage à sensibiliser son entourage.

Des Ouïghours appellent au boycott des J.O. depuis Tokyo

le 25/6/2008 à 18h40 par AFF

Des immigrés ouïghours ont manifesté mercredi à Tokyo pour appeler au boycott des JO de Pékin, une semaine après le passage de la flamme olympique dans la région musulmane chinoise du Xinjiang (nord-ouest) où les Ouïghours turcophones forment le plus important groupe ethnique.

Quelque 150 personnes, majoritairement des Ouïghours mais aussi des Japonais et des Mongols de la région autonome chinoise de Mongolie intérieure, ont manifesté dans le centre de Tokyo jusqu'à l'ambassade de Chine au Japon.

Les protestataires arboraient une banderole montrant les anneaux olympiques en forme de noeud coulant, où était écrit: «Pas de droits de l'homme, pas d'olympiades !». Le relais de la flamme olympique au Xinjiang a suscité indifférence ou hostilité au sein de la communauté ouïghoure qui entretient des rapports difficiles avec Pékin, avant de passer brièvement au Tibet, une région chinoise également en proie à des tensions ethniques et religieuses.

Un manifestant membre du Congrès mondial ouïghour basé à Munich (Allemagne), Ilham Mahmut, a dénoncé auprès de l'AFP le relais au Xinjiang pendant lequel les Ouïghours n'ont pas eu le droit de sortir de chez eux, selon lui. Des Chinois de l'ethnie Han, dominante, ont dansé devant les caméras de la télévision d'Etat revêtus de costumes ouïghours pour «faire comme si les minorités ethniques de Chine vivaient dans l'harmonie», a-t-il fustigé.

«Nous pressons le Japon de demander à la Chine d'arrêter ses plans de destruction de la culture ouïghoure et sa politique coloniale au Turkestan oriental», nom sous lequel la région a brièvement connu l'indépendance entre les années 30 et 40.

Dash Donorob, un Mongol résidant au Japon, a expliqué que la Mongolie intérieure, une autre région autonome chinoise, souffrait elle aussi du joug communiste depuis près de soixante ans. «Ce n'est pas une question d'indépendance, c'est une question de survie. D'ici moins de 100 ans l'ethnie mongole va disparaître», a-t-il affirmé aux autres manifestants, en évoquant la chute du nombre de locuteurs de langue mongole dans cette région.

Trois exécutions en Chine à la veille de la journée mondiale anti-drogue

le 25/6/2008 à 17h19 par AFF

La Chine a exécuté trois trafiquants de drogue et condamné sept autres à mort, a rapporté mercredi l'agence Chine Nouvelle, à la veille de la Journée mondiale contre la drogue. Ces condamnations sont les plus sévères infligées lors du jugement d'une vingtaine d'affaires en début de semaine dans le sud et l'est du pays. Les trois exécutions se sont déroulées dans la province de Fujian (sud-est). A Shanghai, une cour d'appel a prononcé trois condamnations à mort, notamment pour un jeune homme sans emploi arrêté en compagnie d'un autre trafiquant en possession de 3,5 kilos de drogue, sans préciser de quel type.

«Le nombre et l'ampleur des affaires de drogue ayant augmenté ces dernières années, le tribunal est monté en puissance pour sévir», a commenté l'adjoint du principal juge de cette cour d'appel, Zhang Zhijie, cité par l'agence.

Deux autres peines de mort ont été prononcées à Shenzhen (sud) lundi et deux autres encore à Hefei (est) mardi. La Chine procède régulièrement à des exécutions à la veille de la Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues, le 26 juin, lancée en 1987 par les Nations Unies, affichant ainsi sa détermination dans la lutte anti-drogue.

Pékin ne communique pas de chiffres sur les exécutions capitales mais l'organisation de défense des droits de l'Homme Amnesty International avance une estimation de 7.500 à 8.000 par an.

Le Tibet de nouveau ouvert aux touristes, mais toujours sous conditions

le 25/6/2008 à 19h05 par AFP

La réouverture du Tibet aux touristes étrangers avant les jeux Olympiques de Pékin ne lève pas pour autant toutes les restrictions imposées aux voyageurs sur le Toit du monde, secoué en mars par des émeutes antichinoises

Un tourisme sous surveillance

Pékin a expliqué cette réouverture dès mercredi en assurant avoir triomphé de l'instatibilité qui l'avait alors incité à isoler la région himalayenne, en interdisant l'accès aux observateurs étrangers.

Les violences, lancées le 14 mars à Lhassa avant d'essaimer dans l'ouest de la Chine, avaient suscité de nombreuses manifestations qui ont perturbé le parcours de la flamme olympique, comme à Paris ou San Francisco.

«L'absence d'incident lors de l'étape de la flamme samedi dernier à Lhassa, capitale de la région autonome où la présence policière reste forte, montre bien que la stabilité est revenue», a affirmé un porte-parole du gouvernement du Tibet, Zha Nuo. «Après la rapide suppression de l'incident du 14 mars à Lhassa, nous sommes parvenus à une grande victoire transitoire dans le combat contre les séparatistes», s'est-il félicité. Désormais, «le tourisme au Tibet est sûr, les Tibétains sont accueillants», a déclaré le responsable, indiquant que deux touristes suédois devaient arriver mercredi à Lhassa, suivis de quatre autres de Singapour dimanche.

Mais l'ouverture de la région reste relative, comme elle l'était d'ailleurs avant les émeutes, mettent en garde les voyagistes.

Pour espérer s'y rendre, les étrangers doivent demander un permis spécial dans le cadre d'un voyage organisé.

«Il y a de la paperasse», note un employé du Shambala Hotel de Lhassa. Et pour obtenir le permis nécessaire, «avant il fallait compter une semaine, là il vaut mieux tabler sur deux», précise l'agence internationale Shendi à Lhassa. «C'est pas vraiment encore ouvert, ça reste très compliqué», résume un des employés de l'agence, interrogé par l'AFP au téléphone. «Le problème c'est que les permis prennent du temps et que sans permis, les étrangers ne peuvent pas acheter de billet d'avion ou de train».

Fin avril, la Chine avait déjà autorisé le retour au Tibet des touristes chinois, suivis de leurs cousins de Hong Kong, Macao et Taïwan en mai.

Les autorités n'ont pas précisé si les journalistes étrangers, actuellement persona non grata sauf pour d'épisodiques voyages très encadrés comme lors du passage de la flamme, seraient de nouveau autorisés à se rendre dans la région, au compte-goutte de toute facon.

«On a du mal à croire que la Chine va permettre un libre accès aux touristes occidentaux», a déclaré à l'AFP Paul Bourke, directeur d'une ONG australienne défendant les droits des Tibétains. Pékin «s'est toujours donné beaucoup de mal pour empêcher les Tibétains d'entrer en contact avec des étrangers. Nous observerons avec intérêt comment cette soi-disant 'ouverture' va se mettre en place», a-t-il ajouté, estimant que les touristes seront surveillés de près et leurs mouvements limités. M. Bourke dit continuer à recevoir des témoignages du Tibet évoquant une énorme présence militaire et une surveillance rapprochée des monastères bouddhistes par la police et l'armée.

Le Tibet espérait accueillir 5 millions de visiteurs en 2008, prévoyant des recettes en hausse de 24%. Mais depuis fin avril, et le retour autorisé des touristes chinois, seules 120.000 personnes ont visité la région.

Parlant au nom de 800 millions d'Européens, le Conseil de l'Europe estime que les droits de l'homme doivent être améliorés en Chine

le 26/6/2008 à 21h39 par AFP

Les parlementaires du Conseil de l'Europe ont demandé jeudi à la Chine d'améliorer les droits de l'Homme et, notamment, de garantir les libertés d'expression et d'association, à deux mois de l'ouverture des Jeux olympiques.

- «Des libertés aussi fondamentales que la liberté d'expression et la liberté d'association ne sont toujours pas garanties en Chine», déplorent-ils dans une résolution en référence aux restrictions au droit d'informer sur internet et dans la presse.
- «La peine de mort continue d'être appliquée, les formes abusives de détention administrative sont répandues, de même que les détentions et incarcérations arbitraires, la torture et le harcèlement des défenseurs des droits de l'homme», ajoutent-ils dans le texte adopté à Strasbourg.

En tant qu'organisatrice des Jeux, la Chine a l'occasion de montrer au monde ses capacités d'organisation mais aussi une volonté d'améliorer la situation des droits de l'homme, selon le toyte

La puissance économique de la Chine «doit s'accompagner d'une amélioration nécessaire de la protection des droits de l'homme», estiment les parlementaires.

L'assemblée parlementaire, qui regroupe les élus des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe, condamne aussi «la violente» répression des manifestations de ces derniers mois au Tibet et dans les régions avoisinantes «avec son cortège d?arrestations, de disparitions et de morts».

Elle se félicite en revanche du dialogue, même informel, entre des envoyés du dalaï lama et des représentants des autorités chinoises le 4 mai dernier.

Invité par le Conseil de l'Europe à participer au débat, le dalaï lama n'a pu faire le déplacement à Strasbourg pour des raisons de calendrier.

L'association des parlementaires du Conseil de l'Europe (APCE) a tenu à préciser qu'elle «ne souhaite pas condamner la Chine» mais qu'elle s'interroge plutôt sur le mode de fonctionnement politique du régime communiste chinois «qui est loin des principes des démocraties modernes».

Elle a par ailleurs présenté ses condoléances à l'ensemble de la nation chinoise pour les victimes des récents tremblements de terre. (Texte adopté par l'Assemblée le 26 juin 2008, dans sa 25e séance).

En Chine, la propagande a encore de beaux jours devant elle

le 26/6/2008 à 8h49 par Mathilde Bonnassieux (Aujourd'hui la Chine)

Les journalistes chinois peuvent se le tenir pour dit : le développement effréné du secteur des médias n'y changera rien, l'information doit rester un outil de propagande et le Parti continuera de s'y employer. Paroles de leur président.

«Nous devons maintenir une discipline de propagande stricte (...), contrôler avec soin la limite et gérer l'étendue de la couverture des sujets majeurs, sensibles et brûlants». Le 20 juin dernier, le président chinois a prononcé un discours sur le rôle des médias dans une Chine en pleine évolution. Le premier du genre depuis sa prise de fonction en 2002

Principale tâche assignée aux journalistes chinois, celle de guider correctement l'opinion publique, et ce au «bénéfice du Parti, de la nation et du peuple».

Désireux de s'inscrire dans son temps, Hu Jintao s'adressait notamment aux nouvelles «ressources de propagande», à commencer par Internet qui doit être conçu comme «un avant-front dans la propagation de la culture poussée du socialisme».

Preuve que malgré la modernisation du secteur de l'information, l'Etat n'a pas renoncé à ses vieux principes. Au contraire, le Président a appelé à «la construction d'une nouvelle force» de chefs de propagande - choisi sur la base de leur loyauté au marxisme, au Parti et au peuple - qui serait en mesure d'adopter de nouvelles méthodes pour guider l'opinion.

Selon David Bandurski, chercheur sur les médias à l'Université de Hong-Kong, ce discours comporte malgré tout «des indices montrant que les tactiques de propagande vont devoir changer pour s'accommoder aux nouvelles réalités de l'ère de l'information».

Un moment opportun

Il faut dire que la censure en a récemment fait l'expérience avec le séisme du Sichuan. Bousculées par la centaine de journalistes dépêchés sur les lieux dès le premier jour, les autorités se sont révélées incapables d'appliquer leurs schémas habituels. Parmi ceux-ci, l'interdiction des reportages en dehors des organes de presse officiels ou encore cette notice listant les sujets à éviter comme les écoles, la gestion des dons ou encore la menace des installations nucléaires sur la zone du séisme.

Mais face à l'ampleur de l'événement, les vannes de l'information se sont retrouvées brusquement ouvertes. Un fait suffisamment rare pour ne pas passer inaperçu. «On sentait bien depuis le début que les autorités n'arriveraient pas à appliquer ces ordres. Pas parce qu'elles ne voulaient pas garder les médias sous contrôle mais parce qu'elles ne pouvaient pas», confiait à Newsweek le journaliste d'un quotidien du Parti.

Les autorités ont depuis repris le dessus : enquêter sur les écoles effondrées relève désormais de la gageure pour les journalistes chinois et étrangers. Et ce discours présidentiel ne fait qu'ôter les derniers espoirs de ceux qui pensaient encore que l'ouverture du 12 mai pouvait s'ancrer dans la durée.

La «Marche du retour au Tibet» vue par Tenzin Sonam : L'Union est la seule voie pour mettre fin à l'occupation illégale du Tibet.

Réalisateur de films, écrivain, basé à New Delhi et co-dirigeant de White Crane Films, Tenzing Sonam qui a accompagné «la marche de retour au Tibet « nous dit dans ce texte daté du 22 juin, pourquoi cette initiative est vraiment importante pour l'histoire du Peuple tibétain. Une marche qui n'a pas dit son dernier mot : le rideau n'est pas tombé après la dernière arrestation en date des cinquante marcheurs par les policiers indiens.

La 'Marche du retour au Tibet' s'est terminée il y a trois jours à l'orée de la ville frontalière de Darchula, éloignée de tout, enchâssée dans les collines de l'état d'Uttarakhand. C'est là que les cinquante derniers marcheurs se sont rendus pacifiquement - très émus et leur passion toujours vive - à plusieurs centaines de policiers qui leur bloquaient la route. Ayant filmé par intermittence toute la progression de la Marche, de son lancement à Dharamsala jusqu'à sa conclusion à Darchula, et ayant vécu 14 jours auprès des marcheurs dans leur campement encerclé par la police à Seraghat puis à Banspatan, j'estime que le sens de cette Marche va bien au delà de la question de savoir si elle a atteint ou pas son objectif officiel de pénétrer au Tibet.

A son humble niveau, la 'Marche du retour au Tibet' pourrait très bien indiquer un tournant dans la politique des Tibétains en exil. Elle pourrait faire date en effet comme la première véritable opération démocratique initiée et conduite par de simples Tibétains cherchant désespérément le moyen de contribuer à la Cause Tibétaine en dépit des critiques, et parfois même de la condamnation, émises par certains de leurs dirigeants.

Cinq ONGs tibétaines, qui ensemble mobilisent une part importante de la diaspora tibétaine, ont réussi à s'unir sous la même bannière - la campagne «Tibetan People's Uprising Movement» (Mouvement de Soulèvement du Peuple Tibétain) – et à mener à bien ce plan d'action, alors qu'elles ne partagent pas exactement les mêmes orientations politi-

ques. Sur ce seul point c'est déjà une réussite. Trop souvent parmi les exilés nous avons vu le grand dessein d'agir pour la Cause Tibétaine être sacrifié au profit de mesquines querelles intestines ou de disputes entre personnes.

Il n'a pas été facile pour ces cinq organisations de collaborer ainsi, en raison notamment des divergences existant à l'intérieur de certaines d'entre elles, des voix s'élevant contre cet effort de coopération et s'évertuant à le rabaisser. Mais la 'Marche du retour au Tibet' a démontré que lorsque chaque organisation met de côté ses différences et unit ses forces sur un projet commun d'intérêt supérieur, non seulement ces ONGs parviennent à coopérer réellement, mais en plus elles se trouvent alors en position de recueillir le soutien et l'implication d'une part beaucoup plus large de la communauté tibétaine.

Au cours du 'siège' de Banspatan, j'ai eu le privilège de pouvoir observer de près les marcheurs et de partager certaines de leurs épreuves et péripéties. Ce qui m'a impressionné en premier, c'est le fait qu'ils forment à eux tous un échantillon vraiment représentatif de la diversité de la société tibétaine: le plus jeune avait 17 ans, le plus âgé environ 70 ans; on trouvait à la fois de nouveaux arrivants du Tibet, et d'autres ayant vécu toute leur vie en exil; on pouvait voir des moines et des nonnes, à côté de laïcs; et, plus intéressant, on voyait côte à côte d'ardents défenseurs de l'indépendance et des partisans de la «voie médiane» pour une réelle autonomie (à l'intérieur de la Chine).

Il régnait un fort esprit de solidarité entre les marcheurs et cela s'exprimait parfois de manière surprenante. Ainsi, lorsque la police est intervenue pour la première fois en déployant toutes ses forces dans une tentative d'intimidation - après quoi elle se retira - les marcheurs exprimèrent spontanément leur soulagement par une kyrielle de chants et de danses. De jeunes moines, qui peu de temps avant s'étaient échappés de la région de Tawu au Kham, se remémoraient les chansons et les danses de leur enfance. Et les autres moines ne tardèrent pas à se joindre à eux. Une ronde (Toepa gorshay) se forma et tout d'un coup on vit les Amdowas et les Khampas du groupe main dans la main avec leurs cousins tibétains de la région centrale, marquant la cadence avec entrain. La tension qui avait plané au dessus du campement se dissipa bien vite. On ne pouvait que s'interroger sur le comportement à venir des observateurs de la police et des villageois du coin dans cet atmosphère de carnaval, juste après l'intense épreuve de force. Pour ma part, je trouvais que la scène avait un caractère profondément tibétain. En les regardant tous, je réalisais au fond de moi toutes ces choses que nous étions en train de perdre et qui distinguent notre peuple et notre nation. Les journées étaient torrides à Banspatan et au cours de ces longs après-midi suffocants, on discutait ferme sous les tentes. J'ai filmé l'un de ces débats : un groupe de moines était engagé dans une discussion d'une passion et d'une férocité telles qu'un observateur non averti aurait pu croire qu'ils allaient en venir aux mains. Se bousculant et se repoussant les uns les autres comme dans un intense débat dialectique, ils comparaient en fait les avantages respectifs des stratégies de la voie médiane et de celle de l'indépendance, quant à l'orientation de la résistance des Tibétains.

Les partisans de chaque option tenaient bon en essayant de convaincre les autres de la justesse de leurs arguments, tandis que des curieux s'invitaient parfois au débat munis de leurs propres raisonnements. Ce n'était pas qu'un fait occasionnel : au cours des jours suivants j'ai pu voir le même type de joute oratoire se multiplier sous les tentes, avec des approches diverses mais toujours avec le même enthousiasme et la même excitation. De tels débats passionnés et ouverts sur l'orientation à suivre pour notre mouvement politique sont encore rares dans notre communauté en exil. Mais c'est le signe que les choses sont peut-être en train d'évoluer, et cela me donne encore plus de courage.

Avant que la Marche ne commence à Dharamsala j'ai interrogé plusieurs marcheurs. L'une de mes questions portait sur ce qu'ils décideraient de faire si le Dalai Lama leur demandait d'arrêter la Marche. Parmi mes interlocuteurs il y avait aussi bien des moines, des nonnes que des laïcs, ainsi que des jeunes et des vieux. Et pratiquement aucun activiste radical. A l'inverse, c'était plutôt de simples Tibétains, tous dévoués et loyaux disciples de leur leader spirituel.

Bref, chacun d'entre eux répondit sans hésiter qu'il poursuivrait la Marche quoiqu'il arrive. Ils avaient pris un engagement et ils étaient déterminés à le tenir. Ils estimaient prendre part à une action non-violente bénéfique pour la cause tibétaine dans son ensemble.

Leur détermination fut rapidement mise à l'épreuve lorsque le tout récent Comité de Solidarité(*), puis le Dalai Lama lui-même, demandèrent aux organisateurs d'arrêter la Marche. Mais, malgré les pressions, la Marche continua. J'ai alors une nouvelle fois interviewé plusieurs marcheurs sur ce qu'ils pensaient de cette apparente opposition à la volonté du Dalai Lama, et je fus frappé de la maturité politique de certaines de leurs réponses.

Le Dalai Lama, dirent-ils, est tenu par son infinie compassion à s'intéresser à ce qui est bon pour l'ensemble de l'humanité. Voilà pourquoi il ne peut soutenir aucune action qui pourrait devenir conflictuelle, que ce soit vis-à-vis des autorités chinoises ou indiennes.

Par ailleurs, ils se devaient de faire quelque chose et, tant que leur motivation restait saine et leurs actions résolument non-violentes, ils avaient la certitude de ne pas être en contradiction avec les vœux de leur leader.

La 'Marche du retour au Tibet' est l'une des rares fois où des Tibétains du peuple ont marché, littéralement, au rythme de leurs propres convictions. En cela, ce mouvement fait écho à l'esprit du soulèvement de mars 1959 à Lhassa quand des milliers de Tibétains, dans leur tentative de protéger le Dalai Lama, refusèrent de quitter le palais du Norbulingka malgré les appels de leur leader.

Cela répond aussi à l'objectif annoncé du « Tibetan People's Uprising Movement » (Mouvement de Soulèvement du Peuple Tibétain) qui est de raviver l'esprit du Soulèvement de Lhassa et de contribuer à mettre fin à l'occupation illégale du Tibet par la Chine, et ceci en suivant une démarche totalement non-violente.

Ce matin là à Darchula, quand le dernier des marcheurs fut porté dans un bus de la police et conduit en dehors de l'état d'Uttarakhand, j'ai ressenti de la tristesse et en même temps de l'optimisme. Ce à quoi je venais d'assister témoignait moins de la fin d'une opération spécifique que du début d'une ère caractérisée par un sens nouveau de la responsabilité individuelle et de l'activisme politique. Nul ne sait comment et quand la situation des Tibétains trouvera une solution, mais ce que nous pouvons faire – nous, les exilés tibétains – c'est de renforcer nos structures démocratiques en exerçant réellement nos droits à la libre expression et à l'action. A longue échéance, l'existence d'un système démocratique fort dans la communauté en exil peut constituer l'une des seules sources d'espoir et d'encouragement pour les Tibétains vivant au Tibet.

(*) Solidarity Committee: associe des membres du parlement tibétain en exil et du gouvernement (Kashag).

Les journalistes étrangers pourront à nouveau se rendre au Tibet

le 27/6/2008 à 0h30 par AFP

Les journalistes étrangers pourront à nouveau se rendre après autorisation au Tibet, secoué par des émeutes mi-mars et fermé depuis, ont annoncé les autorités chinoises jeudi au lendemain de la région autonome aux touristes étrangers.

«Puisque le Tibet est rouvert aux touristes étrangers, les journalistes étrangers pourront également s'y rendre après en avoir fait la demande auprès des autorités locales et selon les procédures précédemment en vigueur (avant les émeutes de mars, ndlr)», a déclaré à des journalistes le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Liu Jianchao. Ces «procédures précédemment en vigueur» obligeaient les journalistes étrangers souhaitant se rendre au Tibet à soumettre leurs projets de reportage aux autorités tibétaines afin d'obtenir un permis de circulation spécial.

Touristes et journalistes étrangers avaient été interdits au Tibet mi-mars à la suite des violents soulèvements des populations locales contre les autorités chinoises.

Fin avril, Pékin avait autorisé le retour des groupes de touristes de Chine continentale puis, en mai, des visiteurs venant de Hong Kong, de Macao et Taiwan.

La décision prise mercredi de rouvrir le Tibet aux touristes étrangers s'explique, selon le gouvernement chinois, par le fait que les «séparatistes» tibétains fidèles au dalaï lama en exil ne représentent plus une menace pour la sécurité de la région autonome.

Pékin accuse le dalaï lama d'avoir fomenté les émeutes de la mi-mars, les pires au Tibet depuis des décennies et qui ont, selon des responsables tibétains en exil, fait 203 morts. Elles avaient éclaté à Lhassa après des marches pacifiques de moines bouddhistes, organisées pour marquer l'anniversaire de l'insurrection de 1959, puis avaient gagné les provinces avoisinantes.

La répression chinoise avait provoqué la réprobation de la communauté internationale et déclenché dans plusieurs pays des manifestations qui ont perturbé le passage de la flamme olympique.

Une semaine avant le vote du CIO, le Parlement Européen avait jugée l'attribution des JO à Pékin totalement inappropriée.

On ne peut pas dire que les responsables du CIO n'aient pas été mis en garde. Dans sa Résolution du 5 juillet 2001, soit huit jours avant la décision de Moscou du 13 juillet, le Parlement européen avait très nettement mis en garde le CIO sur la candidature de Pékin à l'organisation des Jeux Olympiques 2008. Avec comme à son habitude cette

précision et cette clarté qui font honneur à l'assemblée de Strasbourg en matière des droits humains et qui par contre font si souvent défaut aux textes que signent les parlementaires nationaux.

Ecrivant notamment, le Parlement européen : « déplore que la RPC viole ostensiblement les droits humains, civils et politiques fondamentaux, dont la liberté de culte et estime par conséquent que ce lourd passif ainsi que la répression des populations du Tibet, d'Ouïgouristan (Turkestan oriental) et de Mongolie méridionale, rendent inappropriée l'attribution de l'organisation des Jeux olympiques de 2008 à Pékin ».

et « invite le Comité international olympique à réexaminer la candidature de Pékin lorsque les autorités de la RPC auront radicalement modifié leur politique des droits de l'homme et de promotion de la démocratie et de l'Etat de droit ».

On trouvera le texte intégral de cette résolution du Parlement européen du 5 juillet 2001 en annexe dans le tout récent livre de Frédéric Lenoir «Tibet, le moment de vérité» (Plon, juin 2008).

A lire également : Claude B. Levenson «TIBET, la question qui dérange» (Albin Michel, février 2008).

Les moines devront passer des tests «patriotiques»

Vendredi 13 juin 2008 par Monique Dorizon

Trois mois après les manifestations ayant eu lieu dans des villes et monastères tibétains, des moines affirment qu'ils devront maintenant passer un test patriotique, peut-être en septembre, afin d'être autorisés à demeurer moines.

Les moines de Gannan dans la province de Gansu tentent de maîtriser des textes faisant partie de «l'éducation patriotique».

Les minces recueils de textes à apprendre, à la couverture pastel, en chinois et tibétain, comprennent la loi chinoise, y compris les lois des régions autonomes, et des chapitres condamnant l'indépendance tibétaine et le Dalaï Lama.

- «Nous ne croyons pas à cela, pourquoi le devrait-on ?» dit un Tibétain, habillé avec les vêtements sombres de paysan.
- «Le monde entier parle en termes flatteurs du Dalaï Lama, pourquoi la Chine ne le fait-elle pas ?»

Un autre recueil de textes, intitulé «matériel de propagande» comporte des chapitres tels que «Ce qui s'est passé au cours des émeutes dans notre préfecture» et «Comment le Tibet est devenu une partie de la Chine».

- «Actuellement, ils pensent que nous sommes tous des terroristes, ou bien des "séparatistes tibétains" et disent que nous devons aimer le pays» dit un moine, vidant son sac et utilisant le chinois pour répéter sa phrase.

Un jeune et grand moine soupire et cache son visage dans ses mains quand on lui demande comment il répondra aux questions.

- «Ils n'ont pas d'autre choix que de faire le test. C'est ce qui s'appelle «ne pas être libre». Nous, Tibétains, n'avons pas le droit de dire quelque chose» dit un laïc tibétain.
- «L'équipe du Centre du Comté nous a dit que les moines devaient uniquement lire les écritures, ne pas être engagé en politique» raconte un moine âgé d'un petit monastère isolé dans le Comté de Diebu.

Plus de 2 000 personnes ont été initialement détenues à Gannan en mars. Tous, sauf une petite centaine, ont été libérés au cours du mois qui a suivi. Ceux qui demeurent en détention, ont été accusés de «tentative de meurtre» après avoir mis le feu aux postes de la police locale ou les pensions du gouvernement.

Les moines se démènent pour payer des amendes permettant la libération.

Les familles paient des amendes de 5 000 yuans (725\$, 485) ou plus pour libérer les moines à la suite de 10 jours à 2 mois de détention. Cette somme est supérieure aux revenus annuels moyens dans la préfecture de Gannan, où la plupart des Tibétains vivent en ville mais où quelques-uns gardent encore les troupeaux.

- «J'ai été terrifié. Si les familles ne peuvent pas payer, elles empruntent aux autres. La mienne a vendu un yak» rapporte un moine détenu 10 jours au poste de police.

A Gannan, des unités paramilitaires armées gardent l'entrée des principaux monastères. Les moines pensent que, vraisemblablement, les équipes resteront après les Jeux olympiques.

Aux postes de contrôle le long des routes menant aux monastères, les paramilitaires demandent si les conducteurs sont des Chinois hans et vérifient les voitures avant de les autoriser à passer.

La Chine aurait-elle mal à la Chine ?...

17/06 - Category: General - Posté par : RFT

Un mois après la tragédie du Sichuan - près de 100 000 tués ou disparus, plus de 350 000 blessés, 12 millions de déplacés, plusieurs villes totalement détruites, 20 milliards d'euros de pertes - la Chine, encore sous le choc, n'est plus la cible des critiques de l'Occident.

A Pékin, on espère que les JO se dérouleront sans incident majeur, mais l'atmosphère reste tendue et crispée. Les accès de la ville sont encombrés par de longues files de camions arrêtés par des équipes de la police armée populaire vêtues de gilets pare balles et casquées, armées de fusils de d'assaut, fouillant les véhicules à la recherche de « terroristes du Tibet ou du Xinjiang ». Les migrants sont peu à peu repoussés vers l'extérieur, tandis que des cohortes de supplétifs des forces de sécurité sont recrutées au sein d'unités spécialement créées pour les Jeux et logées dans des baraquements de fortune construits à la hâte.

Mais à l'évidence si le pouvoir exhorte le pays à réussir des JO exemplaires, il s'interroge sur les tensions qui surgiront après la période anesthésiée des Jeux, noyée sous les maquillages de la propagande.

La Chine en effet ne va pas bien : l'inflation ne faiblit pas ; elle crée même des risques de pénuries graves dans le secteur de l'énergie. L'augmentation des prix du charbon (33 % depuis le début de l'année) grève les budgets des 5 grandes sociétés productrices d'électricité qui affichent des pertes de 500 millions de dollars depuis janvier. Début Juin plus de 40 turbines étaient arrêtées dans le pays, résultat combiné de tensions sur l'approvisionnement en charbon et du refus des opérateurs de travailler à perte, dans un contexte où le gouvernement hésite à répercuter la hausse des prix de l'énergie pour ne pas alimenter l'inflation. Mais les stocks de charbon dans lesquels on puise pour stabiliser les prix ne dépassent pas une semaine.

La distribution d'essence est victime des mêmes tensions et, en province, les stations services ferment. D'autres secteurs sont également touchés : l'immobilier est en berne et la bourse de Shanghai a dégringolé de plus de 50%, résultat des mauvais chiffres de l'inflation, tandis que la hausse des prix des céréales fait planer le spectre d'une crise alimentaire. Enfin, les profits des industries ont en moyenne baissé de 17% par rapport à l'année dernière. Une situation qui, dans les industries à forte intensité de main d'œuvre, n'est pas sans conséquence sur l'emploi.

A ces tensions économiques s'ajoutent les remous politiques sous jacents nourris par les ratés de la question tibétaine (Zhang Boshu, un chercheur de l'Académie des sciences sociales - le plus puissant think tank du régime -, a fait circuler un pamphlet accessible sur Internet dénonçant vertement les erreurs du Parti dans la gestion de la crise). Enfin, le régime est aujourd'hui confronté à un risque politique majeur alimenté par la rancœur des parents désespérés qui accusent les fonctionnaires corrompus d'avoir laissé construire des écoles au rabais, dont les décombres de béton frelaté ont enseveli leurs enfants.

Après les efforts de transparence pour rendre compte du séisme et de ses conséquences immédiates, les médias sont à nouveau sous contrôle. La question des écoles est devenue taboue et les policiers s'appliquent à éloigner les journalistes et les caméras des réunions de parents organisées autour des autels de fortune érigés sur les gravats, en dépit de l'interdiction officielle. Le potentiel d'explosion de cette situation est pris au sérieux par le Parti qui a mis en place des cellules au sein des camps de réfugiés.

Tous ces thèmes - secours aux sinistrés et aux déplacés du Sichuan, reconstruction, restructuration et relance de l'économie, contrôle de l'inflation et des risques financiers, lutte contre la corruption, stabilité sociale et politique -, ont été abordés le 13 juin lors d'une réunion extraordinaire du Bureau Politique et des gouverneurs de province, dans une ambiance de crise destinée, selon les termes même employés par le président Hu Jintao, à « faire face à une série extraordinaire de nouveaux et très sévères défis ». L'accent a été mis en particulier sur la corruption des cadres dont la persistance nourrit des rancoeurs toujours plus acerbes contre le régime.